

## LE PARTI DE BENFLIS ET LA SITUATION DU PAYS

## «La lutte des clans s'est exacerbée»

**Le parti des Avant-gardes des libertés se dit préoccupé par la confusion créée au sommet de l'Etat par l'exacerbation de la lutte des clans au sein et à la périphérie du pouvoir, avec en perspective l'échéance de 2019.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** Une situation qui, selon le bureau politique du parti, réuni hier samedi en session mensuelle ordinaire, «influe négativement sur la gestion des affaires de l'Etat» et est «significative d'une aggravation de la crise de régime et de la profondeur de l'impasse politique générée par la vacance qui perdure au sommet de l'Etat, impasse qui a dégénéré, en un délitement des institutions et constitue un danger pour la stabilité du pays et la sécurité nationale».

Pour le parti que préside Ali Benflis, le pouvoir a entrepris un «ravalement de façade du régime pour donner l'illusion du changement, déclinée dans des velléités déclarées du gouvernement de lutter contre la corrup-



Ali Benflis, SG des Avant-gardes des libertés.

tion avec la mise en cause de certains milieux d'affaires et de personnalités politiques, de séparer l'argent de la politique et de dénoncer et responsabiliser le gouvernement précédent accusé de complicité ou du moins de laisser-faire dans le préjudice causé à l'économie nationale».

Et de s'interroger sur «quel crédit peut être accordé à la «campagne contre la corrup-

tion», s'appuyant sur le fait que le pouvoir «n'ayant jamais fait montre de volonté politique de lutter contre ce fléau qui gangrène l'économie nationale et la société toute entière ayant miné les fondements de l'Etat, que dans les rares affaires de dilapidation de deniers publics qui ont été jugées, les personnalités impliquées ont été préservées, voire promues à des postes

supérieurs dans les institutions de l'Etat».

Ceci pour conclure qu'il est «difficile aujourd'hui de faire croire à l'opinion publique que le gouvernement est dans une logique de lutte contre la corruption».

D'où la prudence du parti à ne nourrir «aucune illusion quant à la sincérité du pouvoir en place», ne croyant pas que le pouvoir en

place, puisse combattre sa raison d'être».

Pour le parti des Avant-gardes des libertés, «il ne faut pas être dupe pour s'attendre à ce que ceux qui ont siphonné les fonds publics et ceux qui les ont aidés et accompagnés pour le faire soient sanctionnés. Ce serait faire le procès de tout le système politique en place». Car convaincu que les milieux d'affaires qui soutiennent le régime, «n'auraient jamais été mis en cause s'ils n'avaient pas été suspectés de vouloir peser sur les choix liés au rendez-vous électoral de 2019 qui constituent, pour le pouvoir, une ligne rouge à ne pas franchir».

Le parti des Avant-gardes des libertés estime que la guerre «n'est pas menée contre la corruption, mais contre ceux qui auraient tenté de franchir cette ligne rouge, qu'ils soient personnalités politiques ou détenteurs des produits de la rente», considérant que «seule une justice indépendante et une volonté politique affirmée mettront fin à l'impunité».

M. K.

APPELANT À LA RÉFORME  
DU DISPOSITIF ÉLECTORALIslah participera  
aux prochaines  
élections locales

**Le mouvement Islah s'en tient toujours et encore à son leitmotiv, la construction du consensus national qui impliquera tous les acteurs politiques à même d'être la résultante de toutes les initiatives politiques que celles-ci émanent du pouvoir ou de l'opposition présente ou absente au parlement.**

C'est là, entre autres des résolutions de la réunion du bureau national du mouvement tenue, hier samedi, à Alger. Pour le parti que préside Filali Ghouini, cette démarche ne relève point de l'impossible ou difficile contrairement à ce que peuvent le faire croire certains pour peu que «les uns et les autres se délestent, chacun un peu de son égo et son égoïsme», en se «nourrissant de la haute culture de la concession et de la mise des intérêts suprêmes du pays au-dessus de toute autre considération».

Annonçant sa participation aux élections locales (APC et APW) devant se dérouler en novembre prochain, en droite ligne de la doctrine du mouvement inspirée du principe de sa participation aux étapes de la construction nationale, et la consolidation des institutions élues du pays, notamment celles locales, maillon de l'Etat le plus proche des citoyens et donc de leurs préoccupations quotidiennes, le bureau national du mouvement estime que la réussite de ce rendez-vous électoral est celle de tous les Algériens et un élément de stabilité du pays, ce qui constitue un des motifs de notre action militante».

Une réussite que le mouvement islamiste conditionne, cependant, par la réforme de l'opération électorale et sa modernisation en prenant acte des expériences passées en la matière avec, notamment, l'annihilation de toutes velléités de piétinement de la volonté populaire et la souveraineté du peuple. Et d'inviter à une «lecture politique, économique et sociale sérieuse du boycott et de l'abstention historiques ayant émaillé les dernières élections avec le taux élevé de bulletins nuls enregistrés».

M. K.

## POUR JIL JADID :

«Les équilibres internes  
du régime sont rompus»

**Pour Jil Jadid, le conflit entre Tebboune et Ali Haddad et ses développements ultérieurs sont loin d'être un problème d'incompatibilité d'humeur entre un Premier ministre soucieux d'imposer sa feuille de route et un président du FCE victime d'inconvenances protocolaires.**

La cascade d'événements qui ont suivi l'incident de l'Ecole supérieure de la sécurité sociale suivi du conclave anti-Tebboune d'Ali Haddad et ses amis du patronat soutenus par le secrétaire général de l'UGTA en passant par ce qui semble être une prise de position directe du frère du président de la République, Saïd Bouteflika en faveur du patron du FCE en s'affichant à ses côtés au cimetière El-Alia jusqu'aux récentes directives prêtées au président et adressées au Premier ministre constituent des indicateurs politiquement significatifs pour le parti de Soufiane Djilali.

«Depuis l'apparition de Saïd Bouteflika au cimetière El-Alia, pris en charge par le protocole présidentiel et sa provocation publique contre le Premier ministre, les Algériens ont compris que les équilibres internes du régime étaient rompus», commence par analyser ce parti qui se dit convaincu qu'une scission au sommet de l'Etat est bien réelle. Division attestée par «la publication de pseudo-remontrances présidentielles à l'égard de M. Tebboune par le biais d'une télévision privée dans le but de l'affaiblir et préparer sa des-



Soufiane Djilali, SG de Jil Jadid.

titution.» Pour les rédacteurs du communiqué, «le boycott massif des législatives du 4 mai conjugué à la crise financière majeure du pays ont provoqué la chute du gouvernement Sellal et dans son sillage la noria de ministres qui formaient le clan présidentiel. La voie ouverte par M. Tebboune et la force sur laquelle il s'appuie contrecarrent la grave dérive maffieuse du clan présidentiel qui met en péril la sécurité nationale et la paix civile. Il n'est plus possible pour une autre partie du pouvoir de fermer les yeux sur les décisions extra constitutionnelles, engagées au nom d'un président en titre mais irresponsable de fait, et qui mettent en péril l'Etat lui-même», estime Jil Jadid pour qui ces événements agissent comme un révélateur sur la fragilité

du régime qui n'en finit pas d'étaler ses contradictions. D'où le risque de voir surgir encore un autre bras de fer. «Le gouvernement Tebboune est donc en position de refuser toute décision pour le démettre, puisque n'émanant pas de la volonté publique du «Président officiel», et pourra de ce fait dénoncer toute tentative en ce sens avec des arguments définitifs sur la vacance de la Présidence et plus gravement encore, sur l'usage illégal de ses prérogatives constitutionnelles par de tierces personnes !», prédit Jil Jadid. Et de conclure : «Ceux qui ont imposé à l'Algérie le démentiel 4<sup>e</sup> mandat sont politiquement, moralement et pénalement responsables de la tragédie éventuellement à venir.»

S. A. M.